Téléph. Annonces 17.41.61 et 17.41.62
Abonnem.-vente 18.11.96 et 18.60.30
Rédaction 18.60.97 et 18.60.98
Chèques Postaux Abonn. - Vente - Divers 376
Publicité 8261

La publicité est reçue en nos bureaux : 12, Mont.-aux-Herbes-Potagères, Brux. 1 ou à « *La Générale Publicitaire* », 92, boul. *Emile Jacqmain, Bruxelles 1.*
Adresse télégraphique : « LALIBRE - Bruxelles »

LA LIBRE BELGIQUE

85me année N° 235
Jeudi 22 août 1968
Aujourd'hui : saint Timothée
Demain : St Philippe Benita
Société d'Edition des Journaux du Patriote, 12, Mont.-aux-Herbes-Potagères, Bruxelles 1.
JOURNAL QUOTIDIEN
3 F 50 LE NUMERO

Coup de force contre la Tchécoslovaquie

Depuis mercredi matin, les troupes soviétiques, polonaises, bulgares, est-allemandes et hongroises occupent le pays

Les communications sont coupées et les frontières fermées

Les dirigeants tchécovlovaques sont neutralisés et des troubles auraient éclaté dans plusieurs grandes villes du pays

Véhicules blindés soviétiques arrivant devant le siège du comité central du parti communiste tchécoslovaque, à Prague.

MOINS de douze ans après la répression de l'insurrection hongroise par les chars soviétiques, les forces de l'Union soviétique et de ses alliés ont pénétré dans la nuit de mardi à mercredi en territoire tchécoslovaque et ont pris progressivement le contrôle du pays.

Les Soviétiques et leurs alliés ont justifié leur décision par la menace que posait pour le communisme tchécoslovaque les forces forces antisocialistes et contre-révolutionnaires dans le pays. Ils ont utilisé le même argument qu'à Budapest à l'automne 1956, précisant que leur intervention a été déclenchée à la demande de dirigeants du parti et du gouvernement tchécoslovaque.

Cette intervention militaire a été effectuée avec une rapidité extrême et n'a guère rencontré de résistance armée, la plupart des Tchécoslovaques dormant au moment de l'arrivée des troupes.

Ceci n'a pas empêché, quelques heures plus tard, les Tchécoslovaques de manifester leur opposition à ce coup de force par des protestations passives dans l'ensemble du pays; à Prague cependant, des coups de feu ont été tirés et une certaine nervosité a régné toute la journée de mercredi.

Des dirigeants tchécoslovaques, peu de nouvelles, si ce n'est qu'ils se sont trouvés pris au piège après avoir demandé à leurs troupes et à la population de rester calmes et de ne pas provoquer d'effusion de sang. Le général Svoboda a parlé, vraisemblablement sous la contrainte, mais M. Dubcek et ses amis n'ont pu réagir publiquement ni donner de consignes nouvelles à la population. Ils n'ont pu que protester...

Les dirigeants de tous les pays occidentaux ont procédé dans les heures qui ont suivi l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie à un examen de la situation avec leurs principaux collaborateurs.

De la plupart des capitales du monde des protestations scandalisées se sont manifestées à l'encontre de l'initiative des communistes orthodoxes, mais il semble bien qu'on ne doive s'attendre à aucune réaction violente. Aux Nations-Unies même, on hésite à convoquer le Conseil de Sécurité à propos de cette affaire.

La nouvelle a éclaté comme un coup de tonnerre, dans la nuit de mardi à mercredi : les forces du Pacte de Varsovie ont franchi, à partir de 23 heures, les frontières de la Tchécoslovaquie et, au cours d'une manœuvre éclair savamment minutée, ont, en quelques heures, contrôlé les principaux centres du pays, en vue de mettre fin, par la force, à la politique de libéralisation qui a suivi l'éviction du président Novotny.

C'est à deux heures du matin qu'un commentateur de Radio-Prague a annoncé que des blindés et des unités motorisées soviétiques, est-allemandes, polonaises, hongroises et bulgares avaient franchi les frontières, sans préavis. Il a ensuite diffusé à plusieurs reprises un appel au Présidium tchécoslovaque, demandant à la population de « maintenir l'ordre et de ne pas opposer de réssitance à la progression des troupes ».

« Notre armée, notre corps de sécurité et nos milices populaires n'ont pas reçu l'ordre de défendre le pays. Le Présidium considère cet acte, non seulement comme contraire aux principes fondamentaux des relations entre Etats socialistes, mais aussi comme une violation du droit international ».

Qui sera le «Quisling»?

Pour justifier ce coup de force, dont il avait informé, dans la nuit, les principales capitales du monde, le gouvernement soviétique, par le truchement de l'agence Tass, a annoncé que des dirigeants du parti et du gouvernement de Prague avaient demandé à l'U.R.S.S. et à ses alliés du Pacte de Varsovie « de fournir une aide urgente au peuple frère tchécoslovaque, y compris une aide militaire ». Cette requête était rendue nécessaire « par la menace qui a surgi contre le système socialiste existant en Tchécoslovaquie, provenant de forces contre-révolutionnaires en collusion avec des forces étrangères hostiles au socialisme... qui constitue en même temps une menace contre la paix en Europe ».

Mais, plus de 15 heures après le début de l'invasion, les noms des dirigeants ayant sollicité cette intervention n'étaient toujours pas mentionnés et il n'était pas, non plus, annoncé quel serait le « Quislin » mis à la place de M. Alexandre Dubcek.

Les membres du Présidium de l'Assemblée nationale ont, dans une déclaration diffusée par Radio-Prague et adressée aux chefs de gouvernement et aux parlements des cinq pays du Pacte de Varsovie, dénoncé l'invasion du territoire tchèque et réclamé le retrait immédiat des troupes.

Graduellement, les stations de radio tchécoslovaques ont cessé d'émettre. Sauf Radio-Prague, dont un commentateur a demandé à la population de vaquer à ses occupations normales et de conserver son calme.

Puis, ce fut le tour des communications téléphoniques et, à la fin de la nuit, les frontières avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie étaient progressivement fermées, sauf pour les touristes quittant la Tchécoslovaquie.

Les barricades apparaissent

Avec le jour, la tension montait dans la capitale tchèque, où des avions déchargeaient troupes et matériel, tandis qu'un appareil d'observation survolait la ville.

A 7 h 15, des barricades commençaient à faire leur apparition dans les rues et des bagarres d'éclater entre civils et soldats d'occupation.

(Voir suite en cinquième page)

L'impossible liberté

Prague d'août 1968 rappelle inévitablement le Budapest de l'automne 1956. Dans les deux cas, la puissance militaire communiste est intervenue afin de briser le processus de libération entamé au sein d'un pays satellite.

Il faut cependant noter une différence. A Budapest, l'insurrection contre le pouvoir établi (et soumis à Moscou) était en cours quand les chars soviétiques sont entrés en scène et ont tiré jusqu'à l'hécatombe. A Prague, la population était d'accord avec son gouvernement, sans rompre pour autant, loin de là, avec la Russie soviétique et le pacte de Varsovie, mais pour avancer sur la route de la libéralisation démocratique. Il n'y avait aucune émeute sur aucun point du territoire tchécoslovaque.

C'est pourquoi l'occupation militaire du territoire de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, n'a pas dégénéré, jusqu'à présent du moins, en un conflit sanglant. Au reste, les Soviétiques se sont visiblement efforcés d'éviter de tels heurts, aidés en cela par les autorités légitimes du pays qui ont donné des mots d'ordre pacifiques à leur armée et à leur population.

La Russie soviétique s'est en même temps souciée de noyer hypocritement ses responsabilités propres, en faisant accompagner ses troupes par des détachements de certains pays satellites, ce qui n'était pas le cas à Budapest. Elle a de surcroît chargé ses ambassadeurs dans les grandes capitales de prévenir les gouvernements au moment du déclenchement de l'opération.

Cette approche différente devrait éviter un massacre en Tchécoslovaquie mais elle ne change rien au fond du problème : un pays est envahi et muselé par la force; si aujourd'hui l'usage de la violence est moins apparent, l'hypocrisie est plus écœurante encore. Car — et sur ce point la concordance avec les évènements de Budapest est totale — il y a eu négociation dans les deux cas et c'est à l'abri de garanties solennellement accordées aux Hongrois et aux Tchécoslovaques que les deux invasions ont été préparées et mises en route. On ne met pas d'accord, en une heure de temps, cinq armées (russe, est-allemande, hongroise, polonaise et bulgare) sur l'occupation minutieuse d'un pays. Il est évident que l'occupation de la Tchécoslovaquie a été mise au point et réglée jusque dans ses détails, au moment même où les accords de Cernia et de Bratislava furent scellés par les embrassades que l'on sait. Judas ressuscité !

Pourquoi ?

Pourquoi le gouvernement soviétique s'est-il finalement décidé à occuper la Tchécoslovaquie, alors qu'il ne peut manquer d'être conscient du coup moral qu'il s'est ainsi porté à lui-même, non seulement dans le monde occidental, au détriment notamment des partis communistes, mais encore et surtout dans le monde communiste et parmi les peuples qu'il prétend maintenir dans son obédience ?

C'est d'abord la Russie nationaliste qui a réagi. Il suffit de regarder la carte pour constater que la Tchécoslovaquie appartient au glacis dont l'U.R.S.S. s'est entourée. Ce pays d'entre deux est un tampon étendu en largeur entre l'Europe de l'Otan et celle du pacte de Varsovie. L'armée soviétique n'a pas voulu courir le risque d'un effritement de cette zone de protection, en raison de la libération interne entamée par le régime Dubcek.

C'est ensuite la Russie idéologique qui s'est mise en branle. Le régime communiste est viscéralement incompatible avec la liberté. Certes, le temps aidant et sous la pression irrésistible des réalités matérielles, certains des pays soumis à la dictature communiste ont-ils admis peu à peu des assouplissements dans le domaine économique, notamment par le rétablissement d'une certaine notion du profit. Mais jamais la Russie n'a accepté que soit franchie l'étape suivante et décisive, celle de la liberté intellectuelle et politique du citoyen. Le cas du régime Ulbricht, dont un de nos collaborateurs traite actuellement dans ce journal, est typique à cet égard. Il a laché du lest sur le plan économique mais demeure d'une rigueur totale — et totalitaire — sur le plan des libertés intellectuelles et morales.

(Voir suite en troisième page)

Chronologie d'une crise

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie survient après plus d'un an d'hésitations à l'égard des initiatives de Prague pour créer un communisme plus souple et plus libéral.

Au début de l'année dernière, la Tchécoslovaquie apparaissait comme l'alliée la plus docile de l'Union soviétique. Prague était demeuré ferme au côté de Moscou, lors de la répression de la révolte hongroise en 1956 et de l'intervention des chars soviétiques aux portes de Varsovie.

Pourtant, dans la période post-stalinienne, notamment pour des raisons économiques, le besoin de contact entre la Tchécoslovaquie et l'Europe occidentale se fit plus pressant, afin de créer de nouveaux marchés. Ces remous, tout d'abord latents parmi l'élite tchécoslovaque, apparurent au grand jour, en janvier, cette année, lorsque la jeune génération évinça M. Antonin Novotny qui cumulait les fonctions de chef d'Etat et de premier secrétaire du parti depuis 1953.

Le parti désigna M. Alexandre Dubcek, 46 ans, qui avait été formé en Union soviétique, aux fonctions de secrétaire général du parti.

Son accession au pouvoir fut le résultat d'une longue lutte au cours de laquelle il accusa M. Novotny d'avoir mis en danger l'économie du pays en s'opposant aux réformes et en défavorisant la minorité slovaque.

Vers le milieu de l'été, un programme de réformes sévères fut décidé. Les pouvoirs de la police secrète furent réduits, la censure abandonnée pendant quelque temps. Un nouveau présidium fut formé, composé de partisans du mouvement de libéralisation.

Les Russes perdent patience

C'est alors que l'Union soviétique commença à faire preuve d'impatience.

Comme d'ordinaire, le premier signe de cette humeur se traduisit par des éditoriaux de la presse soviétique qui s'en prenaient aux dirigeants tchécoslovaques et aux réformes en cours.

Afin de ramener les Tchécoslovaques sur la bonne voie, Moscou décida de procéder à une série de réunions au sommet. Dans le même temps, d'importantes manœuvres eurent lieu sous le couvert du Pacte de Varsovie ; elles servirent à envoyer, pour la première fois depuis le début de la seconde guerre mondiale, des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

Lorsque les manœuvres prirent fin, les Soviétiques retardèrent l'évacuation de leurs forces et la guerre des nerfs commença.

Tout sembla s'apaiser après deux importantes rencontres, l'une à Cierna-nad-tisou à laquelle participèrent les dirigeants tchécoslovaques et soviétiques, l'autre à Bratislava à laquelle tous les membres du Pacte de Varsovie, sauf la Roumanie, furent invités.

A l'issue de cette dernière conférence, une déclaration fut adoptée qui reconnaissait à Prague le droit de poursuivre son mouvement de libéralisation. De leur côté, les Tchécoslovaques s'engageaient à demeurer fidèles à leur alliance avec les Soviétiques.

Comme Hitler en 1938

Pourtant, il ne s'agissait que du calme précédant la tempête. La semaine dernière, la polémique entre journaux tchécoslovaques et soviétiques reprit de plus belle, en dépit de l'appel de M. Dubcek à l'intelligentsia de mettre une sourdine à ses rancœurs à l'égard de Moscou.

Mais cette dernière tentative échoua. Et, dans la nuit de mardi à mercredi, les troupes soviétiques, tout comme l'avait fait Hitler en 1938, ont pénétré en Tchécoslovaquie.

La prochaine étape du mouvement de libéralisation en Tchécoslovaquie devait intervenir au mois de septembre, avec le congrès extraordinaire du parti tchécoslovaque et l'élection d'un nouveau comité central qui aurait donné le feu vert au mouvement de libéralisation. M. Dubcek et les autres dirigeants tchécoslovaques avaient nettement laissé entendre que ce congrès du parti, en élisant le comité central, liquiderait la vieille garde novotnienne. Il se pourrait que ce soit la perspective de l'élimination des conservateurs qui ait décidé les Soviétiques à agir.

SOUS LE SIGNE DU PAIN

Le périlleux voyage de Paul VI

Le 6e voyage de Paul VI ne pourra être classé dans la catégorie des manifestations faciles et triomphales. Il s'agit bien en effet d'un acte de courage qu'on peut apparenter aux périples de Paul de Tarse qui ne furent jamais de tout repos.

En 1964, le pèlerinage en Terre Sainte fut la première rupture spectaculaire avec la tradition séculaire d'isolement du Souverain Pontife. Le voyage de retour aux sources du christianisme fut accueilli avec enthousiasme par le monde entier.

En 1964, Bombay fut un geste de sympathie, la main tendue au monde non chrétien, manifestant la volonté d'amorcer un dialogue. Ce fut aussi un contact fraternel avec les peuples qui souffrent de la faim et les foules qui ignorent Jésus-Christ.

A New York, en octobre 1964, le pèlerin de la paix reprenait la tradition des prophètes et, devant les grands de ce monde, osait se faire le porte-parole et de Dieu et des hommes. Cette démarche inattendue ne fut pas approuvée dans tous les milieux catholiques. « Le Pape, demandaient certains, ne dépasse-t-il pas sa mission spirituelle pour se fourvoyer dans le monde politique ? »

Le 13 mai 1967, les fêtes du cinquantenaire des apparitions de la Vierge à Fatima donnèrent au Pape l'occasion de célébrer le culte marial mais aussi d'en préciser la doctrine à la lumière de Vatican II ! En cette circonstance, il n'hésita pas à se joindre à la foule des humbles pèlerins.

Certains esprits timorés exprimèrent la crainte d'une mauvaise interprétation de ce retentissant pèlerinage sur le plan spirituel, tandis que d'autres redoutaient que ce geste de pitié ne fût exploité à des fins politiques. Paul VI passa outre à ces considérations de prudence humaine et les rares notes discortandes ne purent influencer le bon déroulement du pèlerinage.

A la fin du mois de juillet de la même année, Paul VI décide un nouveau voyage et rencontre le patriarche Athénagoras, la main tendue et les bras ouverts. Ce fut une seconde et spectaculaire accolade des deux chefs spirituels de la chrétienté. Cette rencontre œcuménique au sommet eut lieu sur la terre islamique, à Istanbul. Le Souverain Pontife n'hésita même pas à s'agenouiller pour une brève prière à Sainte-Sophie devenue musée après avoir été basilique et mosquée, et où la loi turque interdit tout acte religieux.

* * *

Aujourd'hui commence un déplacement d'une autre nature. Il ne s'agit pas d'un passage sur une terre étrangère au christianisme. Cette fois, Paul VI plonge en pleine chrétienté. Il ne s'agit plus d'un simple baiser de paix, ni d'un pas de rapprochement. Le Souverain Pontife va chez lui, dans une terre où le christianisme est roi, un christianisme profond et sincère, mais dont la pureté doctrinale est parfois altérée par de singulières réminiscences païennes. Un monde où la foi est aussi très spontanée et reste solide. Un continent où, dans certains pays, le certificat de baptême tient lieu d'état-civil et où, comme en Colombie, 99 p. c. des habitants ont reçu le baptême. Ce monde étrange auquel le Pape s'en va rendre visite comme un père spirituel, est également un monde éprouvé par la faim et l'insécurité, un monde où parfois gronde la révolte; un monde de contrastes, où la richesse des uns met davantage en relief la pauvreté des autres, où pauvres et riches, oppresseurs et opprimés, communient à la même Eucharistie.

L'insigne même du congrès est tout un programme : le panier et les poissons. Symboles du grand mystère de l'Eucharistie et du miracle de la multiplication des pains qui nous rappelle que la primauté de la nourriture spirituelle est inséparable d'une autre nourriture, celle des corps.

Pour son voyage, le Pape entend affirmer solennellement que l'Eucharistie doit être non seulement un culte gratuit à une présence ineffable, mais qu'elle signifie aussi « la table fraternelle où doivent être distribués équitablement les avantages sociaux et économiques ».

Ce voyage a une immense portée sociale car il a été précédé de deux documents capitaux qui ont noms « Populorum Progressio » et « Humanae Vitae ». Voyage d'affrontement pastoral et d'autorité, puisque le successeur de Pierre devra faire l'unité parmi les successeurs des apôtres en Amérique latine et leur dire avec clarté, autant qu'avec fermeté, le sens précis d'un Evangile traduit dans le monde d'aujourd'hui.

* * *

Paul VI va éclairer et sans doute orienter l'avenir de la pastorale du continent sud-américain.

Ce n'est pas son premier voyage dans cette région du monde, puisque, déjà en 1960, alors qu'il était archevêque de Milan, et profitant d'une visite aux Etats-Unis, il se rendit au Brésil. A cette époque, il parcourut déjà, à pied, les favellas, les bidonvilles de Rio et put « contempler » le spectacle poignant du dénuement des foules.

Aujourd'hui, il va reprendre contact avec un monde dont la population est passée de 63 millions d'habitants au début du siècle à plus de 265 millions. Et où le revenu annuel par tête est inférieur à 15.000 FB.

A la lumière de l'Evangile, Paul VI pourra préciser le sens d'une révolution que chacun sait nécessaire mais dont les moyens divisent profondément et le peuple et les pasteurs.

Parmi les vingt-trois discours prévus, celui adressé aux évêques sera sans nul doute le plus grave.

On sait que la conférence épiscopale des pays latino-américains a préparé un document de base qui, cependant, n'a pas encore fait l'unanimité.

Il présente, disent les uns, une doctrine aux idées très avancées, négatives et peu ecclésiastiques. Et ils n'hésitent pas à traiter Dom Helder Camara et ses disciples de « brebis égarées ». De l'autre côté de la barrière, on parle « d'un document profondément réaliste qui met le doigt exactement sur les points sensibles, ce qui précisément chagrine bien des gens », vient d'affirmer l'archevêque colombien Salazar.

La tâche de Paul VI est capitale et ne sera guère facile, mais comme il le fit déjà en tant qu'archevêque de Milan, on peut être sûr qu'il proclamera hautement les exigences de la justice et la charité. Ne déclarait-il pas déjà, dans sa cathédrale, lors de la fête de Noël 1960, avec une profonde conviction et une voix ferme répercutée sur la place où se trouvaient groupés des « émeutiers » : « Il y a encore trop d'injustices, trop d'incompréhensions entre les classes sociales. Face à la richesse étalée de quelques-uns, on voit la misère, l'état de nécessité, l'angoisse pour de meilleures conditions de vie de milliers de familles ».

Paul VI devra redire que l'Eucharistie, pour être sincère, doit aussi répéter et perpétuer l'unité des chrétiens dans la charité, répéter et perpétuer le miracle de la multiplication des pains. Paul VI précisera sans doute aussi le devoir des peuples chrétiens en voie de développement, le rôle et les responsabilités qu'ils ont à assumer dans leur propre évolution. Le voyage du Pape sera ainsi une seconde édition de « Populorum progressio », un test de ce que veut et peut l'Eglise en matière de justice et de charité. Mais il sera aussi une mission de « Foi surnaturelle », ce qui peut-être déroutera les faux prophètes de tous les camps.

MENUS PROPOS

XENOPHILIE

Dans les rues de Paris, comme deux voitures appartenant à des étrangers se faisaient « dépanner » par les services officiels pour être menées en fourrière, les passants se sont fâchés et il a fallu appeler des policiers en renfort pour dégager la place.

Eh bien ça fait plaisir. Les lois de l'hospitalité ne sont pas lettre morte pour les habitants de la capitale française.

En fait, ces étrangers, ces mal garés, je les soupçonne dêtre belges. « Faites comme chez vous » leur avait-on dit. Et ils l'on fait, abandonnant leurs véhicules au petit bonheur la chance.

J'ai souvent dit du mal de mes amis français, je le confesse, aussi est-ce sans arrière-pensée que je puis aujourd'hui célébrer des gens qui sont presque allés jusqu'à dresser des barricades pour permettre à des hôtes mal informés de parquer leurs automobiles.

Vive la France.

LE FLANEUR.

Le contrat pour les "Mirage" est signé

Ainsi que nous le rapportons par ailleurs, le contrat d'achat de 88 « Mirage » et le protocole intergouvernemental qui garantit certaines compensations économiques de la part de la France, ont été signés, mercredi matin, au cabinet de la Défense nationale, en présence de nombreuses autorités militaires françaises et belges. Des industriels belges, qui sont intéressés par les compensations, assistaient également à la signature. C'est M. P.-W. Segers qui a apposé les signatures belges sur les documents, M. Merlot, qui est à ses côtés, se contentant de présider la cérémonie.

Est-ce le commencement de la fin pour le Biafra ?

La presse britannique condamne de plus en plus les livraisons d'armes de Londres aux Nigérians

(De notre envoyé permanent à Londres.)

La férocité avec laquelle le gouvernement fédéral nigérian refuse de laisser ravitailler par la Croix-Rouge et les organisations charitables internationales les malheureux Ibos, a fini par indigner une grande partie de l'opinion anglaise.

Le capitaine Carl-Gustav von Rosen, un as de l'aviation suédoise, est arrivé à Genève pour envisager avec le Comité international de la Croix-Rouge comment arriver à forcer le blocus du Biafra. Le capitaine von Rosen, 58 ans, a réussi à poser son avion, en plein jour, sur un terrain biafrais.

Le public est maintenant honteux de l'attitude du gouvernement de Londres. Celui-ci continue, en effet, à livrer des armes au général Gowon qui s'en sert pour perpétrer un véritable génocide. Le général Gowon avait naguère prodigué les bonnes paroles assurant que les Ibos n'avaient rien à craindre de l'avance de l'armée fédérale. Or, que vient-on d'apprendre ? Que le féroce colonel Atekunlé, surnommé « Le Scorpion », vient de lancer une offensive violente et que 2.000 hommes, femmes et enfants ont été sauvagement massacrés près de Aba, sans compter 374 personnes exterminées dans un camp de réfugiés à Akwa.

Cynisme et passivité

Le « Telegraph », conservateur écrit qu'il est temps d'arrêter les livraisons d'armes aux fédéraux. Le gouvernement anglais a pourtant toujours prétendu que, ayant reconnu le gouvernement fédéral, il était justifié à lui livrer des armements, mais il est évident que des considérations d'humanité doivent primer maintenant les raisons politiques, d'ailleurs très spécieuses.

La vérité, c'est que d'énormes intérêts pétroliers sont en jeu. Le Biafra contrôle la majeure partie des pétroles exploités par la British Petroleum, la Shell et autres compagnies anglaises et le gouvernement anglais entend conserver dans son intégrité l'Etat nigérian, artificiellement créé à l'époque coloniale, en dépit des différences tribales, par le célèbre lord Lugard.

Des politiciens sans cœur admettent sans s'émouvoir la perspective d'un massacre généralisé des Ibos. C'est ainsi qu'un député travailliste, M. James Johnson n'a pas hésité à déclarer cyniquement qu'une offensive brutale (qui serait inévitablement suivie du massacre des Ibos) pourrait être la solution réglant une fois pour toutes le problème du Biafra. Quant à U Thant, la presse anglaise remarque qu'il se désintéresse complètement de l'affaire, ainsi que les Nations-Unies, de peur de déplaire à Londres et à Moscou, d'accord pour une fois pour soutenir le gouvernement fédéral.

Le « Sun » rappelle qu'il y a déjà 7 semaines, ses reporters, MM. Stanford et Thomas, avaient réussi à atteindre la petite ville d'Ikor Ekpnené où les fédéraux avaient fait un terrible massacre. C'est par milliers que les cadavres pourrissaient dans la brousse où des centaines de vautours en dépeçaient les chairs. Les journalistes avaient rapporté les faits au Haut-commissaire britannique à Lagos et à lord Shepherd, ministre d'Etat, mais rien ne semble avoir été fait. Les Fédéraux s'opposent toujours à l'arrivée des missions de secours sur place. Le « Sun » demande si le monde civilisé va tolérer longtemps pareille cruauté.

L'exemple hollando-belge

Le « Guardian » dénonce lui aussi la scandaleuse attitude du gouvernement fédéral et rappelle que Hollandais et Belges ont cessé les envois d'armes aux Nigérians. Il condamne l'attitude de la Russie et de l'Angleterre qui continuent à le faire.

Les représentants des fédéraux à Londres, le Haut - commissaire Ogundipe et le chef Enahoro qui vient d'arriver de Lagos s'agitent beaucoup. Le chef Enahoro a rendu visite à Lord Shepherd, ministre d'Etat, pour réclamer des armes, afin d'en finir avec le Biafra. Mais, dans les rangs travaillistes, les massacres d'Ibos créent un profond malaise et un député, M. Henig a demandé le rappel d'urgence du Parlement.

Le « Daily Sketch » proteste également contre les massacres. Il rappelle que le gouvernement britannique continue à s'en tenir à la déclaration du chef du Foreign Office, M. Stuart, le 12 juin. Celui-ci prétendait alors que le gouvernement de Lagos ne songeait pas à une offensive immédiate en territoire biafrais et ne voulait pas exterminer le peuple Ibo.

On a vu ce qu'il fallait en penser.

« Combien de temps encore, demande le « Sketch », le gouvernement anglais va-t-il tenter de justifier sa complicité à ce génocide ? Dix-mille tonnes de vivres et de médicaments restent toujours bloqués à Fernando-Po par la mauvaise volonté du gouvernement fédéral. Comment le gouvernement anglais peut-il encore faire confiance à ce gouvernement ? Comment un gouvernement qui a refusé de livrer des armes au gouvernement sud-africain ose-t-il en fournir à un pays qui est résolu à commettre le crime de massacres en masse des populations Ibos ? Si les Nigérians exterminent le Biafra, le monde n'oubliera jamais le rôle que le gouvernement anglais aura joué dans cette affaire ».

Mais, il se trouve à Londres des gens que n'émeut pas ce raisonnement et qui restent insensibles aux ordres donnés par le gouvernement nigérian d'abattre tous les avions de la Croix-Rouge

R. L.

Un aérodrome tenu par la Croix-Rouge est bombardé

Les forces fédérales nigérianes ont bombardé, mardi, le terrain d'aviation biaffrais qui avait été placé sous le contrôle de la Croix-Route Internationale pour l'acheminement de secours, a annoncé, mercredi, à Genève, le Comité International de la Croix-Rouge.

Dans les rues de Prague, la foule hostile se presse autour des chars soviétiques. Certains crachent vers les véhicules, d'autres tendent des cigarettes aux équipages afin de les faire parler. Des drapeaux tchécoslovaques sont brandis sous la gueule des canons.